

MdM @ 57ème Commission Population & Développement *30 ans après la conférence du Caire*



POINT INFO

Jeudi 04 juillet
2024

57th
Session



COMMISSION ON POPULATION AND DEVELOPMENT
The ICPD Programme of Action and its Contribution to the 2030 Agenda

29 April - 3 May 2024 | New York | www.unpopulation.org

 **United Nations** | Department of Economic and Social Affairs



MdM @ 57ème Commission Population & Développement

Panel de MdM sur l'avortement au siège de l'ONU

Rebecca Brown, Vice President, Global Advocacy of the **Center for Reproductive Rights**

Françoise Puig-Inza, Head of Human Rights and Humanitarian Affairs Department, **MOFA, France**

Dr Pascale Allotey, Director for Sexual and Reproductive Health, **WHO**

Ana Cristina Gonzalez Velez, co-funder of the movement **La Mesa por la Vida y la Salud de las Mujeres, Colombia**

Delegation of Colombia to CPD57

Libertad Lopez Olivera, Advocacy Officer at **Balance, Mexico**

Maria Antonieta Alcalde Castro, Director of IPAS Latin America and the Caribbean, representative of the **Mexican Delegation to CPD57**

Guillaume Gouffier-Valente, **Member of Parliament, France**

Dr Willibald Zeck, Chief of Sexual and Reproductive Health Branch, **UNFPA**



MdM @ 57ème Commission Population & Développement

YEAR	THEME	OUTCOME
2023	Population, education, and sustainable development.	No consensus on the inclusion of language on comprehensive sexuality education (CSE); no resolution adopted.
2020	Population, food security, nutrition, and sustainable development.	No session was held because of COVID-19; the theme was carried forward to the 2021 session.
2019	ICPD@25: Review and appraisal of the ICPD PoA and its contribution to the follow-up and review of the 2030.	To avoid a repeat of the lack of resolution during a commemorative year, the text was kept concise and affirmative; a declaration was adopted by consensus.
2018	Agenda for Sustainable Development Sustainable cities, human mobility, and international migration.	No consensus on the inclusion of language on sexual and reproductive health and sovereignty; no resolution adopted.
2017	Changing population age structures and sustainable development.	No consensus on the inclusion of language on CSE; disagreement on the definition and scope of SRHR; no resolution adopted.
2015	Integrating population issues into sustainable development, including the post-2015 development agenda.	No consensus on the inclusion of language on child and forced marriages and the role of families; no resolution adopted.

MdM @ 57ème Commission Population & Développement



Nations Unies

E/CN.9/2024/L.4



Conseil économique et social

Distr. limitée
29 avril 2024
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-septième session
New York, 29 avril-3 mai 2024

Point 3 b) de l'ordre du jour

Débat général : évaluation de l'état d'application
du Programme d'action de la Conférence internationale
sur la population et le développement et de sa contribution
au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme
de développement durable à l'horizon 2030 au cours
de la décennie d'action et de réalisations en faveur
du développement durable

Projet de déclaration déposé par la Présidente de la Commission

Déclaration à l'occasion du trentième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement

Nous, Ministres et représentantes et représentants de gouvernements, réunis à la cinquante-septième session de la Commission de la population et du développement, à New York, du 29 avril au 3 mai 2024, à l'occasion spéciale du trentième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement tenue au Caire en 1994, pour procéder à l'examen et à l'évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement¹ et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030²,

1. *Réaffirmons le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les principales mesures visant la poursuite de son application, ainsi que les conclusions de ses examens, et prenons note des textes issus des conférences d'examen régionales, en soulignant que chacun d'entre eux énonce des directives propres à la région qui l'a adopté concernant la population et le développement³;*

¹ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement. Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

² Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

³ Résolution S-21/2 de l'Assemblée générale, annexe.

24-07647 (F) 010524 020524



Merci de recycler



MdM @ 57ème Commission Population & Développement

Focus sur les **avancées des Etats** dans la mise en œuvre du programme d'action de la CIPD. Elles sont toutes ici : <https://www.un.org/development/desa/pd/content/cpd57-country-statements-under-agenda-item-3>

 **Mobiliser les Etats membres** pour qu'ils investissent la CPD à haut niveau (avec déplacement des ministres à NYC durant a CPD) et portent des messages pro DSSR. Sinon, la place est laissée (et largement prise) aux pays qui s'opposent aux DSSR et plus globalement à l'égalité de genre. Les personnes portant des plaidoyers DSSR dans les différents **pays peuvent utiliser les déclarations des Etats pendant la CPD pour faire avancer l'agenda DSSR national**. Il est important que les sociétés civiles rappellent aux Etats leurs engagements pris dans ce cadre.



MdM @ 57ème Commission Population & Développement

UN ADVOCACY TOOL

Fòs Feminista et de l'Initiative pour les Droits Sexuels (Sexual Rights Initiative) ont également développé un extraordinaire **outil pour le Plaidoyer de l'ONU** <https://www.unadvocacy.org/#/fr> qui comprend :

- Une base de données de documents intergouvernementaux adoptés et d'orientations d'expert.e.s des Nations unies relatifs aux DSSR,
- Une liste de termes-clés relatifs aux DSSR, pour lesquels sont fournis une sélection d'exemples de langage agréé et d'orientations, définitions et ressources supplémentaires.

NB: cet outil est également utilisé par des ministères des affaires étrangères, pour porter les politiques extérieures sur les enjeux de DSSR au sein des espaces de l'ONU



MdM @ 57ème Commission Population & Développement

Quelques conclusions/ recommandations

- **CPD 58 en 2025 aura pour thème la santé**
- Pertinence renforcée pour une **mobilisation de MdM** en poussant l'argumentaire sur santé publique, grossesses non intentionnelles/ avortements non sécurisés.
- Les projets DSSR de MdM peuvent porter un plaidoyer national pour que les pays envoient une **délégation officielle à la CPD**
- **Sécuriser la participation des OSC** au sein des délégations officielles pays sur BF, RDC, Madagascar, RCI, Mexique et Colombie par exemple.
- Identifier les **leviers potentiels pour amener les délégations africaines favorables à DSSR à s'exprimer**
- Travailler sur le rôle des **représentants permanents auprès des missions pays à l'ONU** pour investir cet espace
- Poursuivre le plaidoyer auprès de **la France** (MEAE) pour qu'elle soit **présente à haut niveau lors de la CPD**. La France a une place privilégiée au sein de l'ONU, en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité et par son influence sur de nombreux Etats. Il est important qu'elle décline ses engagements en termes de diplomatie féministe (et au niveau de sa stratégie extérieure DSSR) par une forte mobilisation, notamment pour porter une voix progressiste au sein du **groupe Europe**.
- Renforcer **l'analyse des stratégies des groupes d'opposition** (société civile et délégations pays) et développer une communication plus systématique pour dénoncer les positions contraires aux droits humains / droits des femmes qui sont défendues.
- Poursuivre les **échanges entre parlementaires et OCS mobilisés sur les DSSR**.

MdM @ 57ème Commission Population & Développement

La partie émergée de l'iceberg » tente pour la première fois de comprendre la **mobilisation anti-genre en Europe par le prisme de sa base de financement**. Ce rapport rassemble **les données financières**, sur une période de dix ans, de plus de **50 acteurs anti-genre opérant en Europe**. Il examine ensuite de manière plus approfondie la façon dont les extrémistes religieux génèrent ce financement pour faire reculer les droits humains en matière de sexualité et de reproduction.

